



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2025

ASSOCIATION GENERALE DES FAMILLES DU BAS-RHIN

Association de droit local

11, rue du Verdon

67100 STRASBOURG

Registre des Associations du tribunal d'instance de Strasbourg

Vol. 17 Fol. n° 25

FIBA SAS – SIEGE SOCIAL

7 avenue de l'Europe - Espace Européen de l'Entreprise - 67300 SCHILTIGHEIM

Adresse postale : CS 60034 - 67013 STRASBOURG CEDEX

Tél. 03 88 18 59 59 - Email : strasbourg@groupe-fiba.fr

RCS Strasbourg 698 501 442 00090

Société par Actions Simplifiée au capital de 612 500 € - NAF 6920 Z - N° TVA intr. : FR 49 698501442

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes - Membre de la Cie Régionale de Colmar

www.groupe-fiba.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31.12.2025

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale de votre Association, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Générale des Familles du Bas-Rhin relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés :

- dans la note « Changement de méthode de présentation » de l'annexe des comptes annuels qui exposent les modalités et l'impact de la première application des règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2022-06 et n°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

- dans la note « principes comptables, méthodes d'évaluation, méthode de présentation » de l'annexe aux comptes annuels concernant l'intégration des sections à la comptabilisation du siège.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans ce cadre, nos diligences nous ont conduits, en lien avec les informations données dans l'annexe légale :

- à vérifier le correct traitement comptable des nouveaux règlements ANC ;
- à nous attacher, plus particulièrement, à la vérification de la réalité des subventions et participations obtenues ;
- à porter notre attention sur la justification des créances au 31 décembre 2025 et sur leur apurement au cours de l'exercice suivant ;
- à nous attacher à la justification des provisions pour risques et charges ;
- à apprécier les mouvements portant sur les immobilisations ;
- à examiner, par sondages, les charges et produits comptabilisés dans les sections, et à apprécier l'intégration des sections dans le bilan globalisé.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels mis à la disposition des membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.


S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Schiltigheim, le 22 mai 2026

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

FIBA SAS

DocuSigned by:

FEFE682502E5470...

Christophe SPRAUEL

*Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de Colmar*



BILAN

ACTIF	2025			2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	71 095,09 €	71 095,09 €	- €	- €
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	132 278,00 €	- €	132 278,00 €	132 278,00 €
Constructions	2 195 645,20 €	1 135 981,31 €	1 059 663,89 €	1 121 231,67 €
Installations techniques, matériel et outillage industriels	106 493,56 €	68 175,98 €	38 317,58 €	20 718,95 €
Autres immobilisations corporelles	721 718,12 €	572 178,06 €	149 540,06 €	202 322,69 €
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	1 010 703,63 €	- €	1 010 703,63 €	286 483,20 €
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>	- €	- €	- €	- €
Immobilisations financières				
Participations	- €	- €	- €	- €
Créances rattachées à des participations	- €	- €	- €	
Autres titres immobilisés	- €	- €	- €	- €
Prêts	- €	- €	- €	- €
Autres immobilisations financières	3 362,52 €	- €	3 362,52 €	3 362,52 €
Total II	4 241 296,12 €	1 847 430,44 €	2 393 865,68 €	1 766 397,03 €
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	- €	- €	- €	- €
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 313 806,80 €	- €	3 313 806,80 €	2 988 208,60 €
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>	- €	- €	- €	- €
Autres créances	67 800,51 €	- €	67 800,51 €	141 570,87 €
Charges constatées d'avance	80 770,84 €	- €	80 770,84 €	44 460,30 €
Valeurs mobilières de placement	105,00 €	- €	105,00 €	105,00 €
Instruments à terme et jetons de présence détenus	- €	- €	- €	- €
Disponibilités	3 417 653,58 €	- €	3 417 653,58 €	2 778 044,16 €
Total III	6 880 136,73 €	- €	6 880 136,73 €	5 952 388,93 €
Frais d'émission des emprunts (IV)	6 074,04 €	- €	6 074,04 €	7 693,74 €
Primes de remboursement des emprunts (V)	- €	- €	- €	- €
Ecarts de conversion et différence d'évaluation Actif (VI)	- €	- €	- €	- €
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)	11 127 506,89 €	1 847 430,44 €	9 280 076,45 €	7 726 479,70 €



BILAN

PASSIF	2025	2024
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	- €	- €
Fonds propres complémentaires	1 322 315,78 €	1 322 315,78 €
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	- €	- €
Fonds propres complémentaires	- €	- €
Ecart de réévaluation	- €	- €
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	- 31 103,83 €	330 496,67 €
Excédent ou déficit de l'exercice	109 266,18 €	- 361 600,50 €
Situation nette (Sous-total)	1 400 478,13 €	1 291 211,95 €
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	763 759,19 €	762 106,66 €
Provisions réglementées	- €	- €
Total I	2 164 237,32 €	2 053 318,61 €
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	- €	- €
Fonds dédiés	57 032,07 €	74 279,07 €
Total II	57 032,07 €	74 279,07 €
PROVISIONS		
Provisions pour risques	- €	- €
Provisions pour charges	138 399,00 €	500 154,00 €
Total III	138 399,00 €	500 154,00 €
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés	- €	- €
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 664 485,93 €	2 414 903,39 €
Emprunts et dettes financières diverses	337,80 €	337,80 €
Instruments financiers à terme	- €	- €
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	953 135,05 €	740 190,19 €
Dettes des legs ou donations	- €	- €
Dettes fiscales et sociales	1 122 629,18 €	1 017 085,98 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	954 291,56 €	842 065,92 €
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	225 528,54 €	84 144,74 €
Total IV	6 920 408,06 €	5 098 728,02 €
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)	- €	- €
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	9 280 076,45 €	7 726 479,70 €



COMPTE DE RESULTAT

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/25

COMPTE DE RESULTAT	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	- €	- €
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	- €	- €
dont ventes de dons en nature	- €	- €
Ventes de prestations de service	16 943 745,87 €	14 851 242,28 €
dont parrainages	- €	- €
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 407 069,52 €	2 079 711,23 €
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	- €	- €
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	- €	- €
Mécénats	- €	- €
Legs, donations et assurances-vie	- €	- €
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	535 367,00 €	488 775,86 €
Produits des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- €	- €
Utilisations des fonds dédiés	- €	- €
Autres produits	634 524,25 €	177 478,02 €
Total I	20 520 706,64 €	17 597 207,39 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	3 581 695,66 €	3 140 793,38 €
Variation de stock	- €	- €
Autres achats et charges externes	2 280 654,19 €	2 334 312,66 €
Aides financières	- €	- €
Impôts, taxes et versements assimilés	968 095,39 €	882 813,06 €
Salaires et traitements	9 887 279,21 €	8 359 325,31 €
Charges sociales	2 754 776,85 €	2 301 468,10 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	117 013,91 €	117 862,49 €
Dotations aux provisions	173 612,00 €	471 316,43 €
Valeur comptable des immobilisations incorporelles ou corporelles cédées	- €	- €
Reports en fonds dédiés	- €	- €
Autres charges	582 334,10 €	219 866,53 €
Total II	20 345 461,31 €	17 827 757,96 €
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	175 245,33 €	- 230 550,57 €
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	17 811,11 €	13 657,20 €
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	- €	- €
Autres intérêts et produits assimilés	- €	- €
Reprises sur dépréciations et provisions	- €	- €
Différences positives de change	- €	- €
Produits des immobilisations financières cédées	- €	- €
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	- €	- €
Total III	17 811,11 €	13 657,20 €
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 619,70 €	1 619,70 €
Intérêts et charges assimilées	78 892,56 €	54 910,36 €
Différences négatives de change	- €	- €
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	- €	- €
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	- €	- €
Total IV	80 512,26 €	56 530,06 €
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 62 701,15 €	- 42 872,86 €
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	112 544,18 €	- 273 423,43 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS	- €	378 696,94 €
Total V	- €	378 696,94 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES		466 863,01 €
Total VI	- €	466 863,01 €
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- €	- 88 166,07 €

	- €	- €
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 278,00 €	11,00 €
Total des produits (I + III + V)	20 538 517,75 €	17 989 561,53 €
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	20 429 251,57 €	18 351 162,03 €
EXCEDENT OU DEFICIT	109 266,18 €	- 361 600,50 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	8 906,16 €	11 249,89 €
Prestations en nature		
Bénévolat	796 320,00 €	506 960,00 €
TOTAL	805 226,16 €	518 209,89 €
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	- €	- €
Mises à disposition gratuite de biens	8 906,16 €	11 249,89 €
Prestations en nature	- €	- €
Personnel bénévole	796 320,00 €	506 960,00 €
TOTAL	805 226,16 €	518 209,89 €



ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Exercice clos le 31/12/2025

Total bilan : 9.280.076,45 Euros
Résultat de l'exercice : +109.266,18 Euros.
Durée de l'exercice : 12 mois

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de l'Association Générale des Familles du Bas-Rhin.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

➤ **Principes comptables, méthodes d'évaluation, méthodes de présentation**

Changement de méthode de présentation :

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par les règlements ANC n° 2018-06 et 2014-03 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ont fait l'objet à compter de l'année 2025 de modifications en application du règlement ANC 2023-03 en coordination avec le règlement ANC 2022-06.

Conventions appliquées :

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sauf pour la partie ANC 2023-03 et ANC 2022-06.

- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les cotisations sont constatées à l'encaissement.

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

La comptabilité du siège est tenue selon les règles d'engagements.

La plupart des sections comptabilisent leurs mouvements sur la base d'une comptabilité recettes /dépenses.

L'intégration des sections génère de ce fait des différences.

L'impact de l'application de ces deux règles est maîtrisé.

Objet social :

L'association a pour objets :

- 1) d'étudier, de promouvoir et de défendre les intérêts matériels et moraux de la famille fondée sur les valeurs universelles d'amour, de citoyenneté, de solidarité, de liberté et de responsabilité ;
- 2) d'assurer la représentation des familles et des associations fédérées auprès des pouvoirs Publics ou Instances Départementales et nationales reconnues ;
- 3) de créer entre toutes les familles adhérentes, en dehors de toute considération politique ou religieuse, un esprit d'entraide mutuelle, de solidarité intergénérationnelle. Les actions de l'Association Générale des Familles du Bas-Rhin et des associations fédérées s'adressent à toutes les familles et à toutes les personnes en vue de leur épanouissement, de leur mieux-être et d'une meilleure qualité de vie ;
- 4) de prendre et de promouvoir toutes les initiatives susceptibles d'aider et de défendre les familles et notamment dans les domaines de la consommation, de l'environnement, de la santé, du logement et cadre de vie ;
- 5) de fournir aux associations fédérées, l'assistance morale, logistique, technique selon toute modalité adaptée.

Ces objets se réalisent par :

- 1) l'information, la formation et l'éducation des familles, ainsi que de tous leurs membres, permettant à chacun d'assurer ses responsabilités ;

- 2) des activités diverses destinées à l'amélioration de la qualité de vie des familles et à leur épanouissement ;
- 3) la fourniture de moyen administratifs, comptables et économiques nécessaires à la réalisation des actions entreprises par les associations adhérentes, et l'éventuelle mise à disposition de locaux appartenant à l'Association ;
- 4) Ces activités donneront lieu à création, en tant que de besoin, d'équipes locales, de départements administratifs selon les modalités prévues dans le Règlement intérieur de fonctionnement.

➤ **Faits caractéristiques de l'exercice**

- ❖ L'exercice est marqué par la résiliation du prêt d'usage/commodat du site de Saint-Ludan à Hipsheim à date du 15 octobre 2025.
- ❖ L'exercice est marqué par la fermeture de la Micro-crèche de Hipsheim à compter du 23 juillet 2025.
- ❖ L'exercice est marqué par l'obtention par notre centre familiaux et sociaux d'une nouvelle subvention de fonctionnement de la Collectivité européenne d'Alsace à hauteur de 4.667 € pour Benfeld et Wasselonne et 6.333 € pour Sélestat.
- ❖ L'exercice est marqué par la gestion d'1 nouveau site périscolaire : l'accueil périscolaire de PETERSBACH depuis le 1^{er} septembre 2025 dont la gestion a été confiée à l'association par la Communauté des Communes du Pays de Hanau La Petite Pierre. Cette ouverture de structure était convenue à compter de la rentrée 2025/2026 dans le cadre de la délégation de service public en-cours des accueils périscolaires.
- ❖ L'exercice est marqué par la gestion d'un nouveau Lieu d'Accueil Parents/Enfants (LAEP) : le LAEP de BEINHEIM depuis le 1^{er} septembre 2025 dont la gestion a été confiée à l'association par la Communauté des Communes de la Plaine du Rhin dans le cadre d'une convention renouvelable annuellement.
- ❖ L'exercice est marqué par la gestion d'un nouveau site périscolaire : l'accueil périscolaire de LUTZELHOUSE depuis le 1^{er} janvier 2025 dont la gestion a été confiée à l'association par la Commune de Lutzelhouse dans le cadre d'une convention renouvelable annuellement.
- ❖ L'exercice est marqué par la gestion d'un nouveau site périscolaire : l'accueil périscolaire de RUSS depuis le 1^{er} janvier 2025 dont la gestion a été confiée à l'association par la Commune de Russ dans le cadre d'une convention renouvelable annuellement.

- ❖ L'exercice est marqué par la gestion d'un nouveau site périscolaire : l'accueil périscolaire de MUHLBACH SUR BRUCHE depuis le 1^{er} janvier 2025 dont la gestion a été confiée à l'association par la Commune de Muhlbach sur Bruche dans le cadre d'une convention renouvelable annuellement.
- ❖ L'exercice est marqué par la gestion d'un nouveau site périscolaire : l'accueil périscolaire de NIEDERHASLACH depuis le 1^{er} janvier 2025 dont la gestion a été confiée à l'association par la Commune de NIEDERHASLACH dans le cadre d'une convention renouvelable annuellement.
- ❖ L'exercice est marqué par la gestion d'une nouvelle crèche : le Multi-accueil de LUTZELHOUSE depuis le 1^{er} janvier 2025 dont la gestion a été confiée à l'association par la Communauté des communes de la Vallée de la Bruche dans le cadre d'une convention renouvelable annuellement. Cette gestion intégrera la convention de délégation de service public avec la Communauté des Communes de la Vallée de la Bruche à compter du 1^{er} janvier 2026.
- ❖ L'exercice est marqué par la gestion d'une nouvelle crèche : le Multi-accueil de GEISPOLSHHEIM Village depuis le 1^{er} juillet 2025 dont la gestion a été confiée à l'association par la Commune de GEISPOLSHHEIM et dont l'ouverture était prévue dans le cadre de la convention de délégation de service public en-cours avec la Commune de Geispolsheim.
- ❖ L'exercice est marqué par la gestion d'un nouveau site périscolaire : l'accueil périscolaire annexe de WEITBRUCH depuis le 1^{er} septembre 2025 dont la gestion a été confiée à l'association par la Commune de WEITBRUCH dans le cadre d'une convention renouvelable annuellement.
- ❖ Conformément aux Délégations de Service Public signées avec la Communauté de Communes du Ried de Marckolsheim, la Communauté de Communes du Pays de Barr, la Commune de Holtzheim, la Communauté de Communes du Pays de la Zorn et les communes d'Avolsheim et Geispolsheim, l'AGF a constitué dans ses comptes une provision pour risques d'affermage d'un montant de 73.327 €.

Ces provisions seront restituées aux collectivités en fin de délégation si elles ne sont pas utilisées ainsi des reprises de provisions pour risques d'affermage ont été constatées en 2025 pour un montant de 137.867 € dont essentiellement sur les structures de la Communauté des Communes du pays de Barr et du Ried de Marckolsheim.

Ainsi au 31/12/2025, le montant de la provision pour risques d'affermage s'élève à 33.114 €.

- ❖ Nous avons également constaté, dans les comptes clos au 31/12/2025, la perte d'exploitation définitive du 1^{er} janvier 2024 au 31 août 2024 générée par les structures périscolaires de la Communauté des Communes du Pays de Barr à hauteur de 367.518,88 € compensée par la reprise d'une provision de 367.500 € constituée au bilan 2024 afin de couvrir ce déficit.
- ❖ Nous avons constaté une provision de 51.711 € pour couvrir une perte de 57.710,67 € générée sur la gestion du Multi-accueil de Hochfelden en 2025.

- ❖ Nous avons constaté une provision de 33.574 € pour couvrir une perte de 33.573,95 € générée sur la gestion du Multi-accueil de Lampertheim en 2025.
- ❖ Les délégations de service public qui ont été renouvelées en 2025 sont les suivantes :
 - Accueils périscolaires du Ried de Marckolsheim avec la Communauté des communes du Ried de Marckolsheim.
 - Multi-accueil de Marckolsheim avec la Communauté des communes du Ried de Marckolsheim.
 - Accueils périscolaires du Pays de Hanau avec la Communauté des communes du Pays de Hanau.
 - Multi-accueil de Saulxures avec la Communauté des communes de la Vallée de la Bruche. Cette délégation de service public intégrera, à compter du 1^{er} janvier 2026, le Multi-accueil de Lutzelhouse qui était sous convention en 2025 et également la Multi-accueil de Labroque, à compter du 1^{er} janvier 2028, dont la convention de délégation de service public actuelle prendra fin le 31 décembre 2027.
- ❖ Les travaux de rénovation de la ferme éducative AGF de Rhinau se sont poursuivis tout au long de l'année 2025. L'achèvement et la réception des travaux est prévue au cours du 1^{er} semestre 2026.
- ❖ L'emprunt de 500.000 € contracté pour le financement des travaux de la ferme éducative AGF de Rhinau a été entièrement débloqué en 2025. Le paiement des mensualités de remboursement de cet emprunt ont démarré en mai 2025.
- ❖ Les prestations de service de la CAF du Bas-Rhin et de la MSA ont été comptabilisées dans un compte 703. afin de respecter les recommandations de ces organismes.

➤ **Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture**

- ❖ Les délégations de service public qui ont été renouvelées en 2026 sont les suivantes :
 - Multi-accueil de Hochfelden et Relais de la Petite Enfance de Hochfelden avec la Communauté des communes du Pays de la Zorn.
- ❖ Des négociations sont en cours en 2026 en vue du renouvellement de la délégation de service public relative à la gestion des accueils périscolaires de la Communauté des communes du Pays de Barr.

1. NOTE SUR LES COMPTES

1.1 Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels : 5 ans
- Constructions : 50 ans
- Agencements & aménagements des constructions : 5 à 20 ans
- Matériel et outillage : 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Matériel de bureau & informatique : 5 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans
- Cheptel : 10 ans

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation attendue par l'association.

1.2 Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

NEANT

1.3 Stocks

NEANT

1.4 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le tableau "Etat des créances et des dettes" dans les pages qui suivent, présente la ventilation par échéance des différentes natures de créances.

1.5 Disponibilités

Les disponibilités en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

1.6 Variation des fonds propres

Les principales variations sont constituées par :

- l'affectation du résultat 2024 à hauteur de - 361.600,50 €

Le tableau de variation est présenté dans les pages qui suivent.

1.7 Fonds dédiés sur dons et legs affectés

Montant à l'ouverture de l'exercice : 74 279,07 €

Montant à la clôture de l'exercice : 57.032,07 €

(Voir tableau sous 2.4)

Les projets concernés par les fonds dédiés sont les gestions des accueils périscolaires de Labroque/La Claquette et de Saulxures.

1.8 Subventions d'investissements

Au cours de l'exercice, l'association a obtenu 3 nouvelles subventions d'investissement. :

- Une subvention de la CAF pour l'aménagement des bureaux du Plateau de Médiation Familiale à hauteur de 1.623 € ramenée à 1.609,83 € sur coût de l'investissement réel.
- Une subvention de la CEA pour les travaux de réhabilitation de la ferme éducative de Rhinau, dans le cadre du dispositif «Climaxion», à hauteur de 54.902 €.
- Une subvention de la CEA pour les travaux de réhabilitation de la ferme éducative de Rhinau, dans le cadre du dispositif «Changement climatique», à hauteur de 5.902,92 €.

Le total des subventions d'investissement s'élève à : 1.115.875,73 Euros

Ces subventions sont amorties à hauteur de : 352.116,54 Euros

Soit un montant net de : 763.759,19 Euros

1.9 Autres charges et autres produits d'exploitation

Conformément à la nouvelle définition du résultat exceptionnel apporté par règlement ANC 2023-03 en coordination avec le règlement ANC 2022-06, les charges et produits exceptionnels habituellement utilisés ont été remplacés par des comptes figurant dans les autres charges et produits d'exploitation.

Le règlement ANC 2023-03 en coordination avec le règlement ANC 2022-06 supprimant également la technique des transferts de charges, les produits habituellement constatés en transferts de charges figurent également en autres produits d'exploitation.

Le compte autres produits d'exploitation d'un montant de 634.524,25 Euros correspondent principalement à :

- des produits sur exercices antérieurs dont l'association n'a eu connaissance qu'au courant de l'exercice 2024 à hauteur de 31.269,49 € qui concernent principalement les structures dont l'association à la gestion
- un dégrèvement de taxe sur salaires pour l'année 2024 relatif aux personnels de cuisine à hauteur de 9.027,22 €
- un dégrèvement de cotisations URSSAF pour l'année 2024 suite à réduction des cotisations patronales de 24.343 €
- des régularisation de prestation de service CAF 2024 en notre faveur de 111.662,09 € qui concernent principalement les structures dont l'association à la gestion
- une subvention exceptionnelle de 8.836 € de part de la Ville de Strasbourg octroyée en 2025 pour la gestion 2024 du Multi-accueil de la Musau et de la Micro-crèche de Hautepierre.
- la quote-part des subventions d'investissement pour 51 466,56 Euros
- des autres produits de gestion courante à hauteur de 5.522,91 €.
- l'abattement employeur de taxe sur salaire 2025 à hauteur de 24.041 €.
- la refacturation d'indemnités de congés payés suite aux reprises en gestion de structures d'accueil à hauteur de 98.435,61 €
- la refacturation de frais de personnel pour de représentations dans des instances syndicales ou autres à hauteur de 14.095,55 €
- diverses refacturation de coûts à hauteur de 3.099,65 €
- les remboursements de formation par notre OPCO UNIFORMATION à hauteur de 50.260,07 €
- le report en fonds dédiés à hauteur de 17.247 €
- les cotisations associatives à hauteur de 185.218,10 € dans le compte de résultat consolidé 2025.

Les autres charges d'exploitation d'un montant de 582.334,10 Euros, correspondent principalement à :

- des charges liées aux exercices 2023/2024 à hauteur de 50.626,80 €, dont l'association n'a eu connaissance que courant 2025 et qui concernent principalement les structures dont l'association a la gestion.
- un reversement de subvention d'investissement à la CAF du Bas-Rhin suite à la fermeture la Micro-crèche de Hipsheim à hauteur de 22.333 €
- une perte de 73.244,11 € constatée correspondant au déficit généré en 2024 par les structures de Petite Enfance de la Ville de Strasbourg. Il est à noter que ce déficit est atténué par une régularisation de la prestation de service 2024 de la CAF de 32.491,24 € et une subvention exceptionnelle de la Ville de Strasbourg de 8.836 € de sorte que le déficit net constaté s'élève à 31.916,87 €.
- des pertes sur créances irrécouvrables à hauteur de 10.061,69 €
- la valeur nette des éléments d'actifs cédés à hauteur de 29.860.40 € correspondant à la valeur nette des aménagements du site de Saint-Ludan dont le prêt d'usage a été résilié en 2025.
- la perte d'exploitation définitive du 1^{er} janvier 2024 au 31 août 2024 générée par les structures périscolaires de la Communauté des Communes du Pays de Barr à hauteur de 367.518,88 € compensée par la reprise d'une provision de 367.500 € constituée au bilan 2024 afin de couvrir ce déficit.
- diverses charges de gestion courante à hauteur de 28.689.22 €

Les excédents et « insuffisances » générés par la gestion des structures d'accueil Enfance & Jeunesse sont constatées l'année de leur réalisation ou l'année suivante, en charges ou produits d'exploitation, selon les règles dictées par chacune des conventions qui lient notre association aux collectivités, ce qui explique leur présence en autres charges et produits d'exploitation chaque exercice.

1.10 Contributions volontaires

Les contributions volontaires, à savoir les prestations fournies par le Président de l'Association, le Trésorier et les membres du Bureau, notamment en matière administrative, ainsi que celles des responsables de section, secteur, tous les bénévoles, représentent 39.816 heures valorisées au taux horaire charges sociales comprises de 20 € selon les prescriptions de l'UDAF soit un total de 796.320 Euros

Les contributions volontaires font également apparaître la dotation annuelle du commodat de Saint-Ludan jusqu'à la date de résiliation du prêt d'usage à hauteur de 8.905,15 €.

1.11 Engagements financiers

- Dettes garanties par des suretés réelles :

Emprunt Caisse d'Epargne :

Montant garantie : 660 000,00 Euros

En-cours au 31/12/2025 : 137.925,96 Euros

Nature des garanties : HCNR pour un montant de 445.420,74 €

Emprunt Caisse d'Epargne :

Montant garantie : 800 000,00 Euros

En-cours au 31/12/2025 : 302.254,74 Euros

Nature des garanties : HCNR pour un montant de 800.000 €

Emprunt Caisse d'Epargne :

Montant garantie : 13 900,00 Euros

En-cours au 31/12/2025 : 6.069,02 Euros

Nature des garanties : Promesse d'affectation hypothécaire pour un montant de 50.000 €

Emprunt Caisse d'Epargne :

Montant garantie : 500 000,00 Euros (Déblocage partiel sur l'exercice)

En-cours au 31/12/2025 : 477.777,76 Euros

Nature des garanties :

- HCNR pour un montant de 500.000 €
- Caution Sté caution (convention) pour un montant de 199.444,44 € de CEGC CONSEIL.

Découvert bancaire Caisse d'Epargne :

Montant garantie : 1 000 000,00 Euros

En-cours au 31/12/2025 : 2.415.890,46 Euros

Nature des garanties :

- Hypothèque Conventionnelle de rang 4 à concurrence de 700.000 € inscrite le 13/07/22 sur les biens et droits immobiliers situés au 11 rue du Verdon 67000 STRASBOURG
- Hypothèque Conventionnelle complémentaire de rang 6 sur les biens et droits immobiliers situés au 11 rue du Verdon 67000 STRASBOURG pour un montant de 300.000 €.

- *Engagement en matière de crédit-bail / location financière :*

LIXXBAIL PHOTOCOPIEUR CANON réf ADV C35301 – CSF WASSELONNE

Date début : 17/01/2024

Durée : 63 mois

Date fin : 16/04/2029

Loyer trimestriel : 1362,37 Euros

LIXXBAIL PHOTOCOPIEUR CANON réf iR ADV C256i – PERI WASSELONNE

Date début : 17/01/2024

Durée : 32 mois

Date fin : 16/09/2026

Loyer mensuel : 143,37 Euros de janvier à février 2025 et 148,06 € de mars à décembre 2025.

LIXXBAIL PHOTOCOPIEUR IR-ADV DX C3922i + ImagePRESS C265 SIEGE + BENFELD

Date début : 19/07/2023

Durée : 60 mois

Date fin : 18/07/2028

Loyer mensuel : 1815,84 Euros TTC de janvier à août 2025 et 1879,71 € de septembre à décembre 2025.

LIXXBAIL PHOTOCOPIEUR IR-ADV DX C3822i SELESTAT

Date début : 12/08/2022

Durée : 60 mois

Date fin : 11/08/2027

Loyer trimestriel : 1032,89 Euros TTC

MOBILIZE LEASE & CO – VEHICULES SIEGE

Date début : 01/10/2024

Durée : 48 mois

Date fin : 30/09/2027

Loyer mensuel : 1518,00 Euros pour les 4 véhicules

GRENKE LOCATION – SERVEURS + PC SIEGE

Date début : 26/08/2022

Durée : 36 mois

Date fin : 25/08/2025

Loyer trimestriel : 7 992 Euros

LIXXBAIL PHOTOCOPIEUR CANON réf C1325iF x 2 PERI MARCKOLSHEIM+WITTISHEIM

Date début : 06/11/2020

Durée : 60 mois

Date fin : 05/11/2025

Loyer trimestriel : 663,18 Euros TTC

1.12 Honoraires CAC

Les honoraires CAC 2025 dans le cadre de sa mission légale s'élèvent à 28.378 €.

1.13 Autres engagements

En contrepartie de la subvention de 229 238 Euros de la CAF destinée au financement de l'acquisition des locaux sis au 11 rue du Verdon - 67100 STRASBOURG réalisé en 2009 : engagement de maintenir les activités de l'association pendant une durée de 20 ans, soit 2029.

En contrepartie de la subvention de 6.664 Euros de la CAF destinée au financement des travaux de rénovation de la micro-crèche de Hipsheim réalisé en 2016 : engagement de maintenir l'ensemble des activités de l'association concernées par cet investissement sur une durée minimale de 10 ans, soit 2026 : engagement supprimé en 2025 suite à fermeture de la Micro-crèche de Hipsheim et reversement d'une partie de cette subvention obtenue.

En contrepartie de la subvention de 56.000 Euros de la CAF destinée au financement de l'aménagement de micro-crèche de HautePierre réalisé en 2017 : engagement de maintenir l'ensemble des activités de l'association concernées par cet investissement sur une durée minimale de 10 ans, soit 2027

En contrepartie de la subvention de 76.543 Euros de la CAF destinée au financement de l'aménagement des nouveaux locaux du CSF de Sélestat réalisé en 2020 : engagement de maintenir l'ensemble des activités de l'association concernées par cet investissement sur une durée minimale de 10 ans, soit 2030

En contrepartie de la subvention de 37.120 Euros de la CAF destinée au financement des travaux de rénovation de la micro-crèche de Hipsheim réalisés en 2020 et à achever en 2021 : engagement de maintenir l'ensemble des activités de l'association concernées par cet investissement sur une durée minimale de 10 ans, soit 2030 : engagement supprimé en 2025 suite à fermeture de la Micro-crèche de Hipsheim et reversement d'une partie de cette subvention obtenue.

En contrepartie de la subvention de 12.000 Euros de la CAF destinée au financement des travaux de création d'un espace d'accueil au CSF de Benfeld achevés en 2022 : engagement de maintenir l'ensemble des activités de l'association concernées par cet investissement sur une durée minimale de 10 ans, soit 2032.

En contrepartie de la subvention de 7.268,25 Euros de la CAF destinée au financement des travaux de d'aménagement au CSF de Wasselonne réalisés en 2022 et à achever en 2023 : engagement de maintenir l'ensemble des activités de l'association concernées par cet investissement sur une durée minimale de 10 ans, soit 2033.

En contrepartie de la subvention de 74.651 Euros de la CAF destinée au financement des travaux de de rénovation de la ferme éducative réalisés en 2024, 2025 et à achever en 2026 : engagement de maintenir l'ensemble des activités de l'association concernées par cet investissement sur une durée minimale de 10 ans, soit 2036.

1.14 Engagements de retraite

Au 31 décembre 2025, nos obligations en matière d'indemnités de départ à la retraite sont évaluées à 277.867 Euros.

Ce montant correspond à la dette actualisée à la date d'arrêté selon un calcul basé sur les critères suivants :

- âge de départ à la retraite (64 ans)
- taux d'augmentation des salaires : 1,5%
- taux de charges sociales : 45%
- taux de turn-over :
 - o de 20 ans à 30 ans : 5%
 - o de 31 ans à 45 ans : 3%
 - o de 46 ans à 55 ans : 0%
 - o de 56 ans à 70 ans : 0%

L'engagement est donné dans la présente annexe et n'a pas fait l'objet d'une provision dans les comptes.

1.15 Effectif

L'effectif au 31 décembre 2025 est de 334 personnes en Equivalent Temps Plein

1.16 Informations complémentaires

Le montant global versé au titre de l'exercice 2025, aux personnes visées à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 s'élève à 212.966,73 €.

II - COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 ETAT DES IMMOBILISATIONS

	Valeurs brutes début d'exercice	Acquisitions /reclassement	Diminutions /reclassement	Valeurs brutes fin d'exercice
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
Frais d'établissement	- €	- €	- €	- €
Logiciels	- €	- €	- €	- €
Autres immobilisations incorporelles	71 095 €	- €	- €	71 095 €
Total immobilisations incorporelles	71 095 €	- €	- €	71 095 €
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
Terrains	132 278 €	- €	- €	132 278 €
Constructions	2 109 033 €	- €	- €	2 109 033 €
Installations, agencements et aménagt constr	86 612 €	- €	- €	86 612 €
Installations techniques, matériel et outillage	78 810 €	27 684 €	- €	106 494 €
Installations techniques, agencement et aménagements divers	414 027 €	1 900 €	136 442 €	279 485 €
Matériel de transport	76 563 €	- €	- €	76 563 €
Matériel de bureau et informatique	343 302 €	20 539 €	- €	363 841 €
Cheptel	1 830 €	- €	- €	1 830 €
Autres immobilisations corporelles	- €	- €	- €	- €
Immobilisations en cours	286 483 €	748 692 €	24 472 €	1 010 703 €
Avances et acomptes	- €	- €	- €	- €
Commodat	- €	- €	- €	- €
Total immobilisations corporelles	3 528 938 €	798 815 €	160 914 €	4 166 839 €
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>				
Autres participations	- €	- €	- €	- €
Créances rattachées à des participations	- €	- €	- €	- €
Autres titres immobilisés	- €	- €	- €	- €
Prêts	- €	- €	- €	- €
Autres immobilisations financières	3 363 €	- €	- €	3 363 €
Total immobilisations financières	3 363 €	- €	- €	3 363 €
TOTAL GENERAL	3 603 396 €	798 815 €	160 914 €	4 241 297 €

2.2 ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
<u>AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
Frais d'établissement	- €	- €	- €	- €
Autres immobilisations incorporelles	71 095 €	- €	- €	71 095 €
Total immobilisations incorporelles	71 095 €	- €	- €	71 095 €
<u>AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
Terrains	- €	- €	- €	- €
Constructions	1 074 414 €	61 567 €		1 135 981 €
Installations techniques, mat, outillages	58 090 €	10 085 €		68 175 €
Autres immobilisations corporelles	633 400 €	45 361 €	106 582 €	572 179 €
Total immobilisations corporelles	1 765 904 €	117 013 €	106 582 €	1 776 335 €
TOTAL GENERAL	1 836 999 €	117 013 €	106 582 €	1 847 430 €

2.3 FONDS PROPRES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 322 316 €	- €	- €	- €	1 322 316 €
Fonds propres avec droit de reprise	- €	- €	- €	- €	- €
Ecart de réévaluation	- €	- €	- €	- €	- €
Réserves	- €	- €	- €	- €	- €
Report à nouveau	330 497 €	- 361 601 €	- €	- €	- 31 104 €
Excédent ou déficit de l'exercice	- 361 601 €	361 601 €	109 266 €	- €	109 266 €
Situation nette	1 291 212 €	- €	109 266 €	- €	1 400 478 €
Fonds propres consommables	- €	- €	- €	- €	- €
Subventions d'investissement	762 107 €	- €	63 578 €	61 926 €	763 759 €
Provisions réglementées	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL	2 053 319 €	- €	172 844 €	61 926 €	2 164 237 €

2.4 FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES							
VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		Transferts	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont Remboursements		Montant global	Dont Remboursements
Subventions d'exploitation	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Contributions financières d'autres organismes	74 279 €	- €	17 247 €	- €	- €	57 032 €	- €
Ressources liées à la générosité du public	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL	74 279 €	- €	17 247 €	- €	- €	57 032 €	- €

2.5 ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES

Intitulés	Montant brut	Dont à - un an	Dont à + un an
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>			
Autres immobilisations financières	3 363 €	- €	3 363 €
			- €
			- €
<u>ACTIF CIRCULANT</u>			
			- €
Créances clients et comptes rattachés	3 313 807 €	3 313 807 €	- €
Autres créances :	67 801 €	67 801 €	- €
- Personnel et comptes rattachés	38 916 €	38 916 €	- €
- Sécurité Sociales et organismes rattachés	- €	- €	- €
- Impôts et taxes	- €	- €	- €
- Subventions à recevoir	- €	- €	- €
- Autres produits à recevoir	28 884 €	28 884 €	- €
- Fournisseurs : RRR à recevoir	- €	- €	- €
- Fournisseurs débiteurs	- €	- €	- €
- Autres débiteurs	- €	- €	- €
Charges constatées d'avance	80 771 €	80 771 €	- €
TOTAL	3 465 741 €	3 462 378 €	3 363 €

2.6 ETAT DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Intitulé	Montant
Charges d'exploitation	80 771 €
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL	80 771 €

2.7 ETAT DES PRODUITS A RECEVOIR

Intitulé	Montant
Factures à Etablir	- €
Subventions à recevoir	- €
Remise de fin d'année	1 600 €
Autres créances	27 284 €
Dont :	
Remboursement formation	5 074 €
Divers	2 210 €
IJSS	- €
CITS	- €
Aides embauches - contrats aidés	- €
Dégrèvement taxe sur salaires	- €
Participation IMPEK au déficit MC NEUWILLER	5 000 €
Subvention UDAF QP Fonds spécial	4 500 €
Subvention UNAF/UDAF MAA	10 500 €
TOTAL	28 884 €

2.8 ETAT DES PROVISIONS

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
<u>PROVISIONS REGLEMENTEES</u>				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Total provisions réglementées				
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>				
Provisions pour litiges	- €	- €	- €	- €
Autres provisions pour risques et charges	500 154 €	173 612 €	535 367 €	138 399 €
Total provisions pour risques et charges	500 154 €	173 612 €	535 367 €	138 399 €
<u>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</u>				
Immobilisations				- €
Stocks et en cours				- €
Créances				- €
Autres créances				- €
Valeurs mobilières				- €
Total provisions pour dépréciation	- €	- €	- €	- €
TOTAL GENERAL	500 154 €	173 612 €	535 367 €	138 399 €

Dont dotations et reprises :
- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

173 612 €	535 367 €
- €	- €
- €	- €

2.9 ETAT DES ECHEANCES DES DETTES

Intitulés	Montant brut	Dont à - un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
<u>DETTES</u>				
Autres emprunts et dépôts, cautions reçues	338 €		338 €	- €
Emprunts auprès des établissements de crédit <i>dont concours bancaire courant</i>	3 664 486 € - €	2 879 016 € - €	474 359 € - €	311 111 € - €
Dettes financières diverses	- €	- €	- €	- €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	953 135 €	953 135 €	- €	- €
Dettes fiscales et sociales	1 122 629 €	1 122 629 €	- €	- €
Groupe et associés				
Autres dettes	954 292 €	954 292 €		- €
Produits constatés d'avance	225 529 €	225 529 €	- €	- €
TOTAL	6 920 408 €	6 134 600 €	474 697 €	311 111 €

2.10 ETAT DES CHARGES A PAYER

Intitulé	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissement de crédit	18 499 €
Emprunts et dettes financières divers	338 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	565 908 €
Dettes fiscales et sociales	669 723 €
Arrêtés comptables	377 355 €
Autres dettes	22 038 €
TOTAL	1 653 862 €

2.11 ETAT DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Intitulé	Montant
Produits d'exploitation	225 529 €
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
	225 529 €

2.12 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION, CONCOURS PUBLICS, DON

Intitulé	Montant
CAF fonctionnement	376 142 €
CAF Bonus territoire CTG	1 007 603 €
CAF Bonus attractivité	280 815 €
CAF Bonus mission renforcée RPE	9 912 €
CAF autres	164 987 €
COLLECTIVITES (ALSH, Multi-accueil, Vivre avec le Grand Age, Ferme Educative, clubs et sections)	313 808 €
Collectivité Européenne d'Alsace	58 567 €
Région Grand Est	18 716 €
Contrats aidés - service civique - aides à l'embauche	14 881 €
UDAF	5 457 €
Ministère de la Justice	28 900 €
Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse	
Famille de France	1 935 €
MSA	14 437 €
Conférence des Financeurs	56 506 €
UNAF- Médiation Aidants/aidés	10 500 €
Dons	28 746 €
Divers (AG2R, Direction Départementale de la Cohésion Sociale, organismes privés,...)	15 157 €
TOTAL	2 407 070 €